



SNUipp-FSU 38, Bourse du travail
32, av. de l'Europe
38030 Grenoble cedex 2
tél : 04 76 40 14 07
fax : 04 76 40 36 42
email : snu38@snuipp.fr
site : <http://38.snuipp.fr>



SNUipp - FSU

sommaire :	
édito :	page 1
60 heures	page 2
CAPD :	page 2
action du 11 septembre :	page 3
adhésion :	page 4
encartés :	
2 documents destinés aux parents non paginés	



Tout va très bien Monsieur le Ministre ?

Monsieur Darcos nous l'a annoncé dès la veille de la rentrée et à grand renfort de publicité : tout va très bien pour l'école, dans le meilleur des mondes possibles.

- Les difficultés des enfants sont résolues grâce à la suppression de deux heures de classe pour tous et à la mise en place du « soutien » et autres « stages de remise à niveau » programmés en dehors du temps de scolarité obligatoire.
- Les moyens prévus pour l'intégration des élèves handicapés sont tout à fait adaptés aux situations.
- La gestion pragmatique des moyens humains permet d'éviter le gaspillage et de répartir les effectifs d'élèves dans les classes avec un taux d'efficacité de plus en plus satisfaisant.
- Grâce à des programmes adaptés aux évolutions de notre société, nos élèves sauront enfin lire, écrire et compter.
- Les enseignants contemplant la formation continue peau de chagrin qui leur est proposée et la perspective de la suppression des IUFM et de la formation initiale...
- Enfin, les enseignants n'ont aucun doute sur la revalorisation de leur métier...

Tout va donc très bien, monsieur le Marquis ! Vous nous avez annoncé l'année des enseignants, ça se présente bien... Et pour vous ? Tout va très bien ?

Votre rentrée, vous l'avez vue comme ça, n'est-ce pas ? Stop !

La réalité nous la vivons tous, nous la connaissons.

- Les effectifs des classes augmentent chaque année.
- Sans même parler de leur efficacité, la mise en place pratique des 60 heures est laissée dans le flou et constitue, pour les équipes, un véritable casse tête.
- Parallèlement, les menaces sur l'existence des réseaux d'aide se précisent.
- Un audit interne du ministère préconise la suppression des petites et moyennes sections de maternelle.
- Les programmes rétrogrades et surchargés sont à réaliser avec une réduction de deux heures de classe par semaine.
- L'intégration des élèves handicapés se fait avec des moyens de plus en plus comptés et dans des conditions parfois inacceptables tant pour les enfants et leurs familles que pour les enseignants.
- Enfin, comme tout le monde, nous subissons de plein fouet la baisse de notre pouvoir d'achat.

Face à la déferlante médiatique et aux attaques contre l'école publique, il est essentiel d'agir et de faire entendre d'autres voix.

Une première étape est fixée le 11 septembre. Nous profiterons de ce rendez-vous pour amorcer ou poursuivre, chacun à notre niveau, le dialogue avec les parents, les élus, l'ensemble de la population.

L'avenir de l'école publique est l'affaire de tous !

Pascal ANDRÉ, Gabrielle BEYLER

Vous trouverez dans ce bulletin une lettre aux parents ainsi qu'une adresse intersyndicale à diffuser le 11 septembre. Vous pouvez les reproduire ou vous procurer d'autres exemplaires en vous adressant à votre responsable de secteur ou à la section départementale du SNUipp.

■ 60 heures

Nouveauté parmi d'autres : la mise en place des deux heures de soutien aux élèves en difficulté. C'est ce qui pose en ce moment le plus de problèmes à l'ensemble des équipes.

Le Ministre balaie toute question gênante en déclarant que les gens n'ont qu'à se débrouiller et l'argent public s'envole en publicité gouvernementale.

Sur le terrain en Isère, c'est toujours le flou.

Après nous avoir expliqué fin juin que « prendre le temps nécessaire à l'organisation du soutien » comme le préconisait le projet de circulaire « n'avait aucun sens », l'Inspecteur d'Académie nous a annoncé que le temps de l'organisation en question serait fixé pour les 5 départements de l'Académie par le recteur. Il faut croire que cela a donc un sens. Par contre il semble que le temps fixé soit plutôt faible (on s'oriente vers 6 heures, apparemment). C'est tout de même la reconnaissance que notre travail en direction des élèves nécessite en plus du temps de préparation, d'un temps d'organisation.

De nombreux problèmes demeurent et notamment le refus par des IEN de certaines organisations choisies par des collègues : l'organisation en ½ heures en maternelle est refusé par un IEN alors que c'est la seule acceptée par d'autres. Il faut véritablement que cette cacophonie cesse. Nous allons demander une audience à l'IA pour faire le point de tous ces dysfonctionnements.

Nous vous demandons de nous faire part de tout ce qui ne va pas dans votre secteur afin que nous tentions de trouver des solutions (snu38@snuipp.fr).

Anne TUAILLON



■ CAPD du 29 août 2008 : déclaration préalable du SNUipp

« À l'issue de la seconde phase du mouvement le 27 juin, plus de 300 collègues étaient sans affectation. S'ajoutaient les TRS, nommés dans les circonscriptions mais qui ne connaissaient pas leur affectation dans les écoles, soit plusieurs centaines de collègues.

En ce qui concerne les affectations de ces collègues, vos services nous ont fait parvenir par mail les affectations effectuées début juillet le vendredi 11 juillet à 19h54. Les collègues TRS n'ont eu connaissance pour la plupart d'entre eux de leur affectation qu'après la date des congés se trouvant donc dans l'impossibilité de prendre contact avec leur école. Il en a été de même pour les autres affectations d'office. [...]

Nous pensions voir à l'ordre du jour de cette CAPD les dernières nominations. Quand seront-elles examinées ?

Lors de la CAPD du 27 juin, nous vous avons signalé que nous avions de plus en plus de difficultés à exercer notre mission de délégués du personnel. Nous comprenons parfaitement que les conditions de travail des personnels administratifs sont extrêmement difficiles surtout en fin d'année et en période de reprise. Cependant, aucun document de travail ne nous a été fourni préalablement pour préparer cette CAPD dont l'ordre du jour est les situations particulières. De nombreux collègues se sont adressés à nous pour nous faire connaître leur situation et leurs requêtes. Nous sommes dans l'impossibilité d'exercer nos fonctions et de garantir à nos collègues la transparence et l'équité de vos décisions. [...]

Ces constats appellent deux remarques de notre part :

- En ce qui concerne les collègues restés sans postes à l'issue du second mouvement, il y a quelques années, ils étaient moins de 10, puis quelques dizaines. Maintenant, nous arrivons à plusieurs centaines. Nous n'avons aucune information sur la manière dont les affectations d'office sont faites. Si on ajoute les affectations des TRS, ce sont, cette année, le tiers des collègues ayant changé de poste qui sont affectés en dehors des CAPD, sans aucun contrôle des délégués du personnel.

Cette situation est pour le SNUipp totalement inacceptable. Nous demandons que soit examinée sérieusement la possibilité d'organiser un troisième mouvement, seule solution à nos yeux, qui garantirait l'équité et la transparence dans les affectations.

- Concernant les documents préparatoires dont nous n'avons pas pu disposer, nous l'avons dit et nous le répétons nous comprenons parfaitement que les conditions dans lesquelles travaillent les personnels administratifs sont infernales. Les choses ne vont faire qu'empirer : les suppressions massives de postes annoncées par le Président de la République et le Ministre de l'Éducation nationale vont fortement dégrader la qualité de notre école publique et les conditions de travail de ses personnels. Il est question de supprimer 6000 enseignants du 1^{er} degré en 2009, autant en 2010 et jusqu'à 1000 administratifs chacune de ces années.

Les délégués du personnel ne sont pas un supplément d'âme mais un élément constitutif de la fonction publique dans notre pays. Ça n'est pas en liquidant le paritarisme, que les choses s'amélioreront. Ça n'est qu'en unissant nos forces et nos efforts pour dénoncer la situation actuelle, pour défendre et améliorer le service public d'éducation que nous parviendrons à inverser cette spirale infernale.

Les occasions ne manqueront pas de nous retrouver ensemble pour dénoncer la liquidation de notre école publique orchestrée par le Président de la République et le Ministre de l'Éducation nationale et pour exiger une autre politique scolaire, à commencer par le jeudi 11 septembre qui sera une journée nationale d'action dans l'Éducation nationale.»

SNUipp-FSU - Section de l'Isère - échos des cours - Bulletin édité par la section de l'Isère du SNUipp - Publication bimestrielle - Prix : 1 euro

Adresse : Bourse du Travail - 32 av. de l'Europe - 38030 GRENOBLE CEDEX 2

Téléphone : 04 76 40 14 07 - Télécopie : 04 76 40 36 42 - Courrier électronique : snu38@snuipp.fr

Directeur de la publication : Anne Tuillon - Mise en page : Anne Tuillon - Imprimé par nos soins - Commission paritaire : 0311 S 07760 - Dépôt légal septembre 2008

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp Isère.

Conformément à la loi du 8/01/78 vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp Isère.

Éducation : première journée d'action unitaire le 11 septembre

La réunion des fédérations de l'éducation nationale qui s'est tenue le 26 août en fin d'après midi a rassemblé FSU, UNSA-Education, SGEN-CFDT, FERC-CGT, FO, SUD Education, FAEN ; étaient également présents des représentants de l'UNEF et de la Confédération Etudiante ; elle n'a pas donné lieu à un texte d'appel mais a abouti à de premières conclusions :

- les fédérations appellent à des mobilisations dès la rentrée et à une première journée d'action nationale le 11 septembre ; celle-ci prendra des formes diversifiées en fonction des situations locales
- elles ont convenu de travailler à la construction d'un mouvement unitaire pour la défense du service public d'éducation associant les parents et les jeunes
- elles rencontreront le 27 les organisations lycéennes et étudiantes, la FCPE, les mouvements pédagogiques et les associations complémentaires pour en débattre
- elles se reverront le 4 septembre pour discuter des suites.



■ Une première étape jeudi 11 septembre

L'école est en danger : il faut construire une riposte d'ampleur tant au sein de notre profession qu'avec la population (parents, élus...). Vous trouvez avec ce journal une lettre aux parents que vous pouvez reproduire ainsi que le « 4 pages » unitaire. Pour en avoir en nombre, adressez-vous à votre responsable de secteur ou à la section départementale. Participez à vos réunions de secteur organisées par le SNUipp 38.

Une campagne pour l'École

La réunion des organisations de l'Éducation nationale (syndicats de personnels, syndicats lycéens et étudiants, FCPE, associations complémentaires et mouvements pédagogiques) a eu lieu le 27 août au siège de la FCPE. Elle a débouché sur des décisions de principe qu'un groupe de travail plus réduit devra rapidement préciser :

- accord sur le principe d'une campagne durable en direction de l'opinion qui ne porte pas que sur les suppressions d'emploi mais plus largement sur la politique éducative du gouvernement et la place de l'éducation dans la société ; il a été envisagé de créer un visuel de rédiger des documents communs pour accompagner cette campagne
- accord sur l'idée d'organiser dans le cadre de cette campagne une manifestation à caractère national qui pourrait intervenir dans la période du débat budgétaire (mi octobre-mi novembre)

Une réunion d'un groupe plus réduit est prévue le 3 septembre à 18h pour commencer à mettre en oeuvre ces décisions de principe, en préciser les contours et finaliser un texte d'appel. La FSU entend bien y apporter toute sa contribution et travailler à la réussite de cette campagne.

■ L'école sacrifiée ? Communiqué de presse du SNUipp du 28 août

Selon des informations ministérielles portées à la connaissance d'une organisation syndicale du second degré, l'essentiel des 13 500 fermetures de postes annoncées dans l'Éducation nationale pour la rentrée 2009 concernerait le premier degré. Cette annonce, si elle était confirmée, serait incompréhensible et inacceptable : comment comprendre que le nombre de professeurs des écoles puisse diminuer à la rentrée 2009, alors que les prévisions du ministère de l'Éducation nationale comme celles de l'Insee annoncent une progression de l'ordre de 29 000 élèves ? La suppression de 6 500 postes conduirait à de nombreuses fermetures de classes, à un nouvel alourdissement des effectifs, à une diminution de la scolarisation des élèves en maternelle, à une détérioration du système des remplacements... La baisse du nombre de places au concours se traduirait par une diminution considérable de la formation continue et une remise en cause des 3000 décharges de direction assurées par les professeurs des écoles stagiaires au cours de leur formation.

Cette annonce constituerait un bien mauvais cadeau pour les élèves de l'école maternelle et élémentaire. Elle serait une immense régression confirmant le renoncement à une école publique au service de la réussite de tous.

Le SNUipp demande solennellement au Ministre de renoncer aux suppressions de postes dans l'Éducation. Il appelle les enseignants des écoles à participer massivement à la première journée d'action, le 11 septembre.

Information aux adhérents :

Nous vous convions au Conseil syndical de rentrée du SNUipp qui aura lieu mardi 16 septembre à la Bourse du travail de Grenoble (Tram, arrêt : Grand Place). Ce sera l'occasion de rencontrer des collègues syndiqués, de vous informer, de débattre, de participer activement à la vie de votre syndicat. Il est ouvert à tous les adhérents, nous vous y attendons nombreux.

Le SNUipp Isère organise un colloque avec

Philippe Meirieu et Gilles Moindrot

Mardi 18 novembre 2008 à l'IUFM de Grenoble

Philippe Meirieu a été directeur de l'IUFM de Lyon, professeur de sciences de l'Éducation à l'Université de Lyon, il est un des meilleurs connaisseurs du système éducatif français et de la formation des enseignants.

Gilles Moindrot est secrétaire national du SNUipp.

